



**PRÉFET
DE LA RÉGION
NOUVELLE-AQUITAINE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement**

Marché de travaux

Objet du marché

**RN 249 – RD 154
Travaux d'aménagements paysagers – Mauléon (79)**

Document unique valant

ACTE D'ENGAGEMENT-CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

n° 2025-RN249RD154-PAYSAGER

L'offre est établie sur la base des conditions économiques en vigueur le :

(à renseigner par le candidat : date d'établissement de son offre)

Table des matières

Article 1 - IDENTIFICATION DES COCONTRACTANTS.....	3
1.1 L'acheteur exerçant la maîtrise d'ouvrage.....	3
1.2 Représentant du Pouvoir Adjudicateur.....	3
1.3 Comptable public assignataire.....	3
1.4 Titulaire.....	3
Article 2 - OBJET DU MARCHE ET DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	5
Article 3 - MONTANT DU MARCHE.....	5
3.1 Décomposition en tranches et en lots.....	5
3.2 Prix et prestations.....	5
Article 4 - EXECUTION DU MARCHE.....	6
4.1 Contenu des prestations.....	6
4.2 Délai d'exécution du marché.....	6
4.3 Lieu d'exécution.....	7
Article 5 - MODALITES D'EXECUTION DU MARCHE.....	7
5.1 Descriptions et réalisation des prestations.....	7
5.2 Identification des intervenants.....	7
5.3 Réception des travaux.....	8
5.4 Clauses environnementales.....	8
5.5 Notifications.....	8
5.6 Propriété intellectuelle.....	9
Article 6 - PENALITES.....	9
Article 7 - REGIME FINANCIER.....	9
7.1 Avances.....	9
7.2 Variation des prix.....	10
7.3 Modalités de facturation.....	11
7.4 Nantissement et cession du marché.....	11
Article 8 - DISPOSITIONS DIVERSES.....	11
8.1 Traitement de données à caractère personnel.....	11
8.2 Sous traitance.....	12
8.3 Assurances.....	12
8.4 Résiliation.....	12
Article 9 - DEROGATIONS.....	12
Article 10 - SIGNATURES.....	13

Article 1 - IDENTIFICATION DES COCONTRACTANTS

1.1 L'acheteur exerçant la maîtrise d'ouvrage

Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, de Nouvelle-Aquitaine.

1.2 Représentant du Pouvoir Adjudicateur

M. le Préfet de la Région Nouvelle-Aquitaine par décret du 11 janvier 2023

1.3 Comptable public assignataire

Madame la Directrice Départementale des Finances Publiques de Haute -Vienne
Centre de Gestion Financière
31 rue Montmailler
87043 Limoges Cédex

1.4 Titulaire

Dans le cas d'un groupement solidaire, le paiement sera effectué sur un compte unique ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire en application de l'article 10.7.2 CCAG.

Le signataire, le mandataire, les membres du groupement (*compléter un tableau par cocontractant*) :

Identité du contractant 1

☐ Je soussigné

agissant en mon nom personnel ou pour le compte de la société

.....

Adresse postale

Téléphone

Adresse mail

Numéro d'identité SIRET ou SIREN

Identification bancaire

Compte ouvert au nom de
Domiciliation
Code banque
Code guichet
N° de compte
Clé RIB

Identité du contractant 2

☐ **Nous soussignés**

agissant en mon nom personnel ou pour le compte de la société

.....

Adresse postale

Téléphone

Adresse mail

Numéro d'identité SIRET ou SIREN

Identification bancaire

Compte ouvert au nom de
Domiciliation
Code banque
Code guichet
N° de compte
Clé RIB

Joindre autant de RIB (relevé d'identité bancaire) , que de comptes à créditer.

En cas de groupement préciser la nature du groupement :

- groupement solidaire ☐
- groupement conjoint ☐

En cas de groupement conjoint, le mandataire du groupement conjoint sera solidaire pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du maître de l'ouvrage.

Mon offre m' (nous) engage pour une durée de **90** jours à compter de la date limite de remise des offres.

Je (nous) m'engage (engageons), conformément aux clauses du présent document, à exécuter les prestations objet du présent marché aux conditions stipulées aux articles suivants.

Je (nous) m'engage (engageons) sans réserve à produire les certificats, attestations et déclarations mentionnés aux articles R.2143-6 à 12 du CCP.

Dans le cas d'un groupement conjoint les prestations de chaque co-traitant sont réparties par nature des prestations et leurs montants respectifs.

Dans le cas d'un groupement conjoint, les prestations de chaque co-contractant sont réparties par nature des prestations et leurs montants respectifs dans l'annexe du présent document.

Article 2 - OBJET DU MARCHÉ ET DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le marché a pour objet des travaux d'aménagements paysagers, notamment de débroussaillage, de plantation d'arbres et d'arbustes, le suivi et l'entretien pendant 2 ans (année n plantation, et entretien jusqu'à année n+2).

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG , les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

- le présent document valant acte d'engagement et cahier des clauses administratives particulières (AE-CCAP), et ses éventuelles annexes,
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP),
- Le bordereau des prix (BP)
- Le Détail Estimatif (DE),
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché,
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux approuvé par arrêté du 30 mars 2021 et l'ensemble des textes qui l'ont modifié.

Article 3 - MONTANT DU MARCHÉ

3.1 Décomposition en tranches et en lots

Le marché comporte une tranche ferme et 2 tranches optionnelles désignée ci-après.

Désignation des tranches	
Tranche ferme	Fourniture et travaux
Tranche optionnelle 1	Entretien durant la garantie à n+1
Tranche optionnelle 2	Entretien durant la garantie à n+2

L'opération de travaux n'est pas allotie.

3.2 Prix et prestations

L'offre de prix est établie sur la base des conditions économiques en vigueur à la date d'établissement des prix fixée en page 1 du présent acte d'engagement. Ce mois est réputé correspondre à celui de la date à laquelle le candidat a fixé son prix remis dans son offre initiale.

Les modalités de variations des prix sont fixées à l'article 7.2 du présent document.

L'évaluation de l'ensemble des travaux, telle qu'elle résulte du détail estimatif, est :

Montant hors TVA			€
TVA au taux de	%	soit	€
Montant TVA incluse			€
Arrêté en lettres à :			

Décomposition en tranches :

Tranche	Montant hors TVA	Montant TVA	Montant TVA incluse
Ferme	€	€	€
Optionnelle 1	€	€	€
Optionnelle 2	€	€	€
Total du marché	€	€	€

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

Article 4 - EXECUTION DU MARCHÉ

4.1 Contenu des prestations

Les prestations à réaliser sont précisées au CCTP .

4.2 Délai d'exécution du marché

4.2.1 Période de préparation

Le délai de la période de préparation d'une tranche part de la date fixée par l'ordre de service prescrivant de commencer la période de préparation de la tranche considérée :

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG, ce délai est fixé comme suit :

Tranche	Délai
Ferme	30 jours
Optionnelle 1	30 jours
Optionnelle 2	30 jours

4.2.2 Délai d'exécution des travaux

Le délai d'exécution des travaux de chacune des tranches part de la date fixée par l'ordre de service prescrivant de commander les travaux de la tranche considérée.

Il est fixé comme suit :

Tranche	Délai
Ferme	4 mois
Optionnelle 1	12 mois
Optionnelle 2	12 mois

En application du 3ème alinea de l'article 28.1 du CCAG, le démarrage des travaux ne pourra intervenir que lorsque les tâches préparatoires seront achevées.

4.2.3 Délais limites d'affermissement

Les délais limites de notification par ordres de service de la décision d'affermissement de chacune des tranches sont précisés ci-après, à compter de l'origine du délai d'exécution des travaux de la tranche ferme :

Tranche Optionnelle 1 --- 12 mois

Tranche Optionnelle 2 ---- 12 mois

Par dérogation à l'article 18.3 du CCAG, en cas de prolongation du délai d'exécution ou de retard dans l'exécution d'une tranche, les délais d'affermissement de toutes les autres tranches sont prolongés d'autant.

4.2.4 Indemnité de dédit

Sans objet.

4.2.5 Indemnité d'attente

Sans objet.

4.3 Lieu d'exécution

Les travaux se situent sur deux délaissés routiers au droit de la RD 154 et du pont de franchissement supérieur de la RN 249, sur la commune de Mauléon au lieu-dit Les Gats de Rorthais dans le département des Deux-Sèvres, et dont le plan est annexé au CCTP.

Article 5 - MODALITES D'EXECUTION DU MARCHÉ

5.1 Descriptions et réalisation des prestations

Les travaux, détaillés dans le CCTP, consistent en travaux d'aménagement paysagers, plantation de végétaux et d'entretien pendant 2 ans (année n plantation, et entretien jusqu'à l'année n+2).

5.2 Identification des intervenants

5.2.1 Maîtrise d'ouvrage et maîtrise d'oeuvre

Maîtrise d'ouvrage

Pour l'exécution du marché, le maître d'ouvrage sous réserve de changement ultérieur est représenté par :

Mme Aurélie RENOUST
Responsable de l'unité Foncier – Compensation
DREAL Nouvelle-Aquitaine
Service Déplacement Infrastructures et Transports

Maîtrise d'oeuvre

Pour l'exécution du marché, le maître d'oeuvre sous réserve de changement ultérieur est représenté par :

Mme Sophie ROY
Chargée d'affaires foncières
DREAL Nouvelle-Aquitaine
Unité Foncier - Compensation
Service Déplacement Infrastructures et Transports

5.2.2 Assistance à maîtrise d'ouvrage

L'assistance à maîtrise d'ouvrage mandatée est :

Siège social :	Agence Nouvelle-Aquitaine
SEGED	SEGED
ZA de Laouve	81 Bd Pierre 1er – CS 29999
83470 SAINT-MAXIMIN-LA-SAINTE-BAUME	33110 LE BOUSCAT

Par dérogation à l'article 41 du CCAG, l'assistant à Maîtrise d'Ouvrage, SEGED, assure la direction des travaux et prestations, leurs suivis et leurs contrôles de conformité. Il procède au lancement des travaux et prestations, et il assiste le maître d'ouvrage dans la réception de l'opération.

A cet effet, l'assistant à Maîtrise d'Ouvrage :

- réalise une visite préalable avec le titulaire avant le démarrage de l'intervention. Cette visite permettra de présenter les accès et les contraintes environnementales, de valider le balisage, de rappeler la liste des informations et documents à fournir pendant la période de préparation,
- rappelle les exigences du CCTP, contrôler leur bonne réalisation,
- vérifie la bonne réception des documents à fournir par le titulaire pendant la phase préparatoire,
- valide les fiches produits et l'origine des végétaux,
- valide la réception des végétaux à planter,
- assure des visites et réunions de chantier avec le titulaire,
- réalise le constat d'achèvement des plantations.

5.3 Réception des travaux

Les stipulations du CCAG sont applicables, compte tenu des compléments suivants :

Par dérogation à l'article 41 du CCAG, les opérations préalables à la réception des travaux seront réalisées par l'assistant à Maîtrise d'Ouvrage. Par dérogation à l'article 41.1 du CCAG, le délai maximal dans lequel l'assistant à Maîtrise d'Ouvrage procède aux opérations préalables à la réception des ouvrages est fixé à 30 jours à compter de la date de réception de la lettre du titulaire l'avisant de l'achèvement des travaux ou de la date de réception de l'avis mentionné à l'article 41.1 du CCAG ou de la date indiquée dans cet avis pour l'achèvement des travaux si cette dernière date est postérieure.

Par dérogation aux articles 41.1.2 et 41.1.3 du CCAG, dans le cas où l'assistant à Maîtrise d'Ouvrage n'a pas fixé la date des opérations préalables à la réception, la réception ne sera pas acquise.

Chacune des tranches fera l'objet d'une réception dans les conditions énoncées ci-dessus.

5.4 Clauses environnementales

Conformément à l'article 20.2 du CCAG, les pièces particulières du marché fixent des prescriptions environnementales notamment pour la réduction des nuisances, la gestion des déchets, les modalités de transport, et la qualité environnementale des matériaux.

Les conditions d'exécution du marché comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable en conciliant développement économique, protection et mise en valeur de l'environnement et progrès social.

Ces conditions sont les suivantes :

- les végétaux devront être des essences locales de provenance contrôlée (exemple : "végétal local" ou équivalent). Il ne pourra pas s'agir de variétés ornementales.
- les mesures envisagées pour le tri des déchets (traitement, valorisation, mise en décharge), et leur stockage.

5.5 Notifications

Tout au long de l'exécution des prestations, le maître d'ouvrage procédera à la notification de toutes les informations au titulaire, par voie électronique, via la messagerie de la plate-forme de dématérialisation PLACE.

Ces envois seront horodatés et permettront d'accuser réception des envois dématérialisés.

Par dérogation à l'article 3.2.1 du CCAG, les délais commenceront à courir dès réception de l'accusé de réception par le maître d'ouvrage.

Lors de la transmission du message par le maître d'ouvrage, celui-ci veillera à utiliser la modalité technique d'envoi, qui permettra au titulaire de lui adresser une réponse en retour via PLACE, le cas échéant.

Si cette réponse fait courir un délai, le démarrage de ce dernier commencera à courir dans les mêmes conditions que celles décrites pour la notification par le maître d'ouvrage.

Conformément à l'article 3.1.2 du CCAG, à défaut de consultation de l'information sur PLACE par le destinataire, dans les huit jours à compter de l'envoi de l'information (ou de la mise à disposition des documents), les documents seront réputés avoir été notifiés à l'issue de ce délai.

5.6 Propriété intellectuelle

Pour les prestations couvertes par des droits de propriété intellectuelle, les stipulations du chapitre 6 du CCAG s'appliquent.

Article 6 - PENALITES

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité.

Par dérogation à l'article 19 du CCAG, le titulaire est redevable de la totalité des pénalités dûes.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de ses obligations, du fait du paiement desdites pénalités. L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de l'acheteur de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie du marché aux frais et risques du titulaire. Les pénalités peuvent être précomptées sur les acomptes versés au titulaire tout au long de l'exécution des prestations, lors de l'établissement des états d'acomptes, ou constituer un élément du décompte général.

Pénalités de retard :

Par dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG, le montant total des pénalités de retard appliquées au titulaire ne peut excéder 25 % du montant total hors taxes du marché.

Les pénalités pour retard d'exécution sont encourues suite à procédure contradictoire conformément à l'article 19.2.4 du CCAG.

Par dérogation à l'article 19.2 du CCAG, en cas de dépassement du délai contractuel d'exécution des prestations, le titulaire encourt des pénalités journalières de 100,00 €.

Ces pénalités de retard s'appliquent à chacune des tranches.

Article 7 - REGIME FINANCIER

7.1 Avances

Une avance est accordée au titulaire sauf indication contraire dans l'acte d'engagement. Elle n'est due que sur la base du montant du marché diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Son montant est fixé, sous réserve des dispositions des articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, à 30 % du montant initial TTC de la tranche si sa durée, exprimée en mois, est inférieure ou égale à 12 mois ou, si celle-ci est supérieure à 12 mois, à 30 % de 12 fois ce montant TTC divisé par cette durée.

Cette règle est appliquée qu'il y ait ou non recouvrement total ou partiel de tranches dans le temps.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai global de paiement fixé à l'article 3-2.6 ci-dessus compté à partir de la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution de la tranche.

Conformément aux dispositions des articles R.2191-11 à R.2191-12 du CCP, le remboursement de l'avance, effectué par précompte au prorata sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre de la tranche atteint 65 % du montant initial TTC de la tranche.

Entreprise unique

Le titulaire désigné ci-devant :

- ☐ refuse de percevoir l'avance prévue ci-dessus.
- ☐ ne refuse pas de percevoir l'avance prévue ci-dessus.

Groupement solidaire

Les membres du groupement désignés ci-devant :

- ☐ refusent de percevoir l'avance prévue ci-dessus.

- ☐ ne refusent pas de percevoir l'avance prévue ci-dessus.

Groupement conjoint

Co-traitant 1 :

- ☐ refuse de percevoir l'avance prévue ci-dessus.
- ☐ ne refuse pas de percevoir l'avance prévue ci-dessus.

Co-traitant 2

- ☐ refuse de percevoir l'avance prévue ci-dessus.
- ☐ ne refuse pas de percevoir l'avance prévue ci-dessus.

7.2 Variation des prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des travaux sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

Les prix sont révisibles par application de formules représentatives de l'évolution du coût des prestations et suivant les modalités fixées aux articles 7.2.1 et 7.2.3.

7.2.1 Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont établis sur la base des conditions économiques du mois fixé en page 1 du présent acte d'engagement - CCP. Ce mois est réputé correspondre à celui de la date à laquelle le candidat a fixé son prix remis dans son offre finale.

Ce mois est appelé "mois zéro" (m0).

7.2.2 Choix des index de référence

Les index de référence I choisis en raison de leurs structures pour la révision des travaux faisant l'objet du marché sont :

Index	Désignation
EV3	Travaux de création d'espaces verts
EV4	Travaux d'entretien d'espaces verts

Ces index sont publiés :

- au Bulletin Officiel du ministère en charge du calcul des index BTP

Les index de référence sont appliqués aux prix suivants :

Index	Prix
EV3	Du prix n° 1.1 au prix n° 3.4
EV4	Du prix n° 4.1 au prix n° 5.1

La variation des prix ne s'applique pas aux pénalités et aux primes.

La variation des prix ne s'applique pas aux retenues, ni aux indemnités, autres que de dédit ou d'attente.

Pour les indemnités de dédit ou d'attente, la variation est calculée avec le premier index défini dans le tableau ci-dessus.

7.2.3 Modalités de révision des prix

Le coefficient de révision C_n est donné par la formule :

$$C_n = I_n / I_0$$

avec : I_0 = Valeur de l'index de référence I prise au mois d'établissement des prix ;

I_n = Valeur de l'index de référence I prise au mois de réalisation des prestations.

La périodicité de la révision suit la périodicité de l'acompte.

En application des articles R.2191-27 à R.2191-29 du CCP, la valeur finale des références utilisées pour l'application de cette clause est appréciée au plus tard à la date de réalisation contractuelle des prestations

ou à la date de réalisation réelle si celle-ci est antérieure.

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune autre révision avant la révision définitive, laquelle intervient sur le premier règlement suivant la parution de l'index correspondant.

7.3 Modalités de facturation

Le terme "facture" désigne dans le présent marché "le projet de décompte"

Les factures sont transmises par voie dématérialisée.

Conformément aux articles L.2192-1 à L.2192-7 du CCP, l'obligation de transmettre les projets de décompte sous forme électronique s'impose à tous les titulaires de marchés conclus avec l'Etat.

La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Les modalités d'utilisation du portail "Chorus Pro" sont disponibles en cliquant sur le lien suivant :

<https://communaute-chorus-pro.gouv.fr/>

Les factures dématérialisées adressées devront comporter, les mentions prévues à l'article D.2192-2 du CCP ainsi que :

- Le numéro de marché
- Le numéro de SIRET du maître d'ouvrage 110 002 011 00044
- Le code du service exécutant de la dépense CGF B2 00087
- Le numéro d'engagement juridique (EJ) « qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché ».

Le délai global de paiement de la facture est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles 39 et 40 de la loi du 28 janvier 2013, au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

7.4 Nantissement et cession du marché

Le marché peut être cédé ou nanti dans les conditions prévues à l'article R.2191-45 à 62 du CCP. Il est remis par l'acheteur, sur demande du titulaire, d'un co-traitant ou d'un sous-traitant, une copie de l'original du marché public revêtue d'une mention dûment signée indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire en vue de permettre la cession ou le nantissement des créances résultant du marché public.

Article 8 - DISPOSITIONS DIVERSES

8.1 Traitement de données à caractère personnel

Pour l'exécution du marché, en cas de traitement de données à caractère personnel, le titulaire, et le cas échéant ses sous-traitants, sont tenus au respect de la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après, «règlement général sur la protection des données » ou RGPD) et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Le cas échéant, le titulaire apporte à l'acheteur, avant la mise en application du traitement, des garanties suffisantes quant à la mise en oeuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière

à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen et garantisse la protection des droits des personnes concernées. Il communique notamment à l'acheteur l'identité et les coordonnées (téléphone et mail) de son délégué à la protection des données (DPD).

Le responsable de traitement au sens du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après, «règlement général sur la protection des données » ou RGPD) est l'acheteur et le sous-traitant est le titulaire du marché.

8.2 Sous traitance

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

La sous-traitance **totale** des prestations est interdite.

8.3 Assurances

Le(s) titulaire(s) et ses(leurs) sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le maître d'ouvrage et aux autres intervenants à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non à un dommage corporel et/ou matériel, du fait de la réalisation des travaux, qu'ils soient en cours d'exécution ou terminés.

En cas de travaux sur existants, ces garanties doivent être étendues aux dommages causés aux parties anciennes du fait des travaux entrepris.

8.4 Résiliation

Les stipulations du CCAG sont applicables.

Article 9 - DEROGATIONS

L'article 2 déroge à l'article 4.1 du CCAG

L'article 4.2.1 déroge à l'article 28.1 du CCAG

L'article 4.2.3 déroge à l'article 18.3 du CCAG

L'article 5.2.2 déroge à l'article 41 du CCAG

L'article 5.3 déroge aux articles 41, 41.1, 41.1.2 et 41.1.3 du CCAG

L'article 5.5 déroge à l'article 3.2.1 du CCAG

L'article 6 déroge aux articles 19, 19.2, 19.2.2 et 19.2.4 du CCAG

Article 10 - SIGNATURES

A
Le

A
Le

signature du titulaire

signature du représentant
du pouvoir adjudicateur

**Ventilations des prestations exécutées par chacun des cotraitants
et leurs rémunérations correspondantes**

Mandataire	Nature des prestations	Montants hors taxe des prestations	Montants TTC des prestations
co_traitant 2	Nature des prestations	Montants hors taxe des prestations	Montants TTC des prestations
Co-traitant 3	Nature des prestations	Montants hors taxe des prestations	Montants TTC des prestations